

# ◆ Communiqué de presse

Ce mardi 28 juin aux aurores, les habitant.e.s de Pertuis trouvent dans la zone industrielle un très grand nombre de gendarmes mobiles, des pelleteuses, un hélicoptère qui survole la zone.

## **C'est l'expulsion de la ZAP.**

La ZAP, ce sont quatre maisons occupées en novembre 2021 et un verger planté au printemps pour lutter contre l'extension de la ZAE de Pertuis, opération, s'il faut le rappeler, pilotée par la métropole Aix-Marseille et au profit principal des entreprises Pellenc, bébé du maire (Roger Pellenc) et premier employeur de Pertuis.

Contre ce projet, l'association Terres Vives, composante essentielle de la lutte, a tenté de nombreux recours et documenté les méfaits tant écologiques que sociaux, ainsi que les conflits d'intérêts au plus haut niveau.

La ZAP, elle, a été créée à partir de ce terrain de lutte et dans le sillage de la campagne contre la bétonisation portée par les Soulèvements de la Terre et à la suite de la mise en culture, au printemps 2021, d'une parcelle menacée par le projet. Nous y avons produit des pommes de terre, emblème local, à destination des personnes précaires et en exil dans la région PACA.

« Une expulsion sans droit, ni titre »



# PLACE À LA DESTRUCTION

Les maisons occupées ont, quant à elles, servies d'habitat à de nombreuses personnes sur les 7 mois d'occupation, elles ont aussi servi de plateforme d'accueil, d'organisation et de rencontres autour de la lutte. Leur occupation a permis, entre autres, la création d'un verger sur lequel ont été plantés 150 arbres ainsi qu'un grand potager, et des cultures de fèves, de blé et de pommes de terre. L'occupation des maisons était de fait condamnée par la justice. Si elles ont pu vivre trois mois au delà de la trêve hivernale, c'est grâce au rapport de force établi sur le terrain, depuis les années d'actions légales, citoyennes, jusqu'au Charivari du mois dernier. Si nous pouvions nous attendre à l'évacuation des maisons, épine dans le pied d'une commune, d'un département, d'une région voire d'une France qui redoute les ZADs, leur destruction, ainsi que celle du verger, assortie du gazage des militant.e.s venu.e.s moissonner à la main les cultures de blé pour les sauver, sont plus lourdes à digérer.



Peut-être parce qu'elles sont le signe le plus visible de la violence d'un état policier déterminé à raser tout ce qui lui oppose résistance, fut-ce aussi symbolique que des arbres fruitiers. En effet, de ces maisons et ce verger, il ne reste aujourd'hui que des gravats et des tranchées creusées pour détruire toutes les cultures.



## MORATOIRE SUSPENSIF SUR LE PROJET D'EXTENSION DE LA ZAE DE PERTUIS

Deux jours après les faits, lors d'un conseil de la métropole Aix-Marseille, une commission est mise en place pour décider l'avenir du projet compte tenu des impératifs environnementaux, sociaux et économiques. Un moratoire suspensif est décidé en attendant le rendu de la commission. Ça sent pas bon pour Pellenc et son béton ! En effet, cette commission est pilotée par la maire de Cabriès, farouchement opposée au projet d'extension. En outre, le 1 juillet 2022, Roger Pellenc jusqu'alors vice-président du conseil territorial du pays d'Aix, est démis de ses fonctions puisque cette instance a été engloutie par la métropole.

Ce début de victoire a un goût amer ; le moratoire couplé à l'acharnement des pelleteuses et de la flicaille à détruire toute forme de vie est symbolique de la barbarie du pouvoir prêt à tout pour continuer sa politique de terre brûlée.

Mais le projet qui a émergé sur les terres menacées de Pertuis ne s'arrêtera pas au gel temporaire du projet. Parce que les mondes qui se sont dessinés dans ces maisons et sur ces terres continueront de grandir et ne seront jamais l'apanage de la bureaucratie de l'État et des industriels. Parce que la situation de Pertuis, sous le joug d'un pouvoir politique et économique digne du féodalisme, n'est pas une anomalie mais le symbole d'un système dans lequel ceux qui tiennent les lois tiennent aussi les usines.

AVANT



APRÈS







Que des élus de tout bord tentent de surfer sur une vague que nous avons créé ne nous étonne pas. Nous n'attendons rien de la Métropole ni de Martine Vassal dont nous savons bien que les déclarations sur l'écologie sont parfaitement opportunistes.

Ce qu'ont fait cette semaine la métropole et la préfecture, c'est tenter d'écraser la rébellion et de récupérer ses mots d'ordre à leur profit. Mais en faisant cela, ils n'ont rendu que plus visible leur arrogance.

Alors que le rapport de force en matière d'écologie se fait sur le terrain, il nous semble contradictoire de mettre de l'espoir dans le pouvoir d'élus pour qui la protection de l'environnement passe par la mise au pas de la population. En effet, ce que prouve la situation actuelle dans la lutte contre l'extension de la ZAE de Pertuis, c'est que sans la mobilisation et les actions portées par le mouvement, jamais la métropole n'aurait pris pareille décision.

Nous continuerons à nous mobiliser contre ce projet et surtout pour une écologie populaire, révolutionnaire et appelons toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cette vision à nous rejoindre.

*Pour en savoir plus sur la lutte et la suite des événements, rendez-vous sur notre blog :*

**ZAPPERTUIS.NOLOGS.ORG**